



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 26 – Du 2 au 8 juillet 2021

En bref

Afghanistan : Dépréciation de l'Afghani avec le départ des armées étrangères et hausse des prix alimentaires.

Bangladesh : Un objectif d'exportations de biens de 43 Mds USD pour l'exercice 2021/22. Prêt de 300 M USD de la Banque mondiale pour soutenir les populations rurales.

Bhoutan : Lancement du *Dashboard to Enhance Wellbeing of All* (DEWA).

Inde : **Indicateurs macro-économiques** : Révision à la baisse des prévisions de croissance pour 2021/22 à 10 % par *Fitch Ratings*. Forte augmentation des exportations et des importations de marchandises en juin. Contraction de l'activité des services pour le deuxième mois consécutif. **Finances publiques** : Collecte de la GST inférieure à 1000 Mds INR en juin, pour la première fois en 9 mois. Le département des entreprises publiques placé sous la tutelle du ministère des Finances. **Secteur bancaire** : Les actifs non-performants du secteur bancaire pourraient atteindre 9,8 % d'ici mars 2022. **Autres informations** : Baisse de la demande de travail sous le programme MGNREGA de 21,5 % en juin.

Maldives : Signature d'un accord avec la France pour l'extension de l'ISSD. Don de 25,1 M USD du Fonds vert pour le climat dans le domaine de la protection des côtes.

Népal : La cible de recettes fiscales atteinte à 83 % début juillet. Hausse de la demande annuelle de médicaments de 7 % d'ici 2024. Les femmes entrepreneures exclues des aides gouvernementales face au Covid-19.

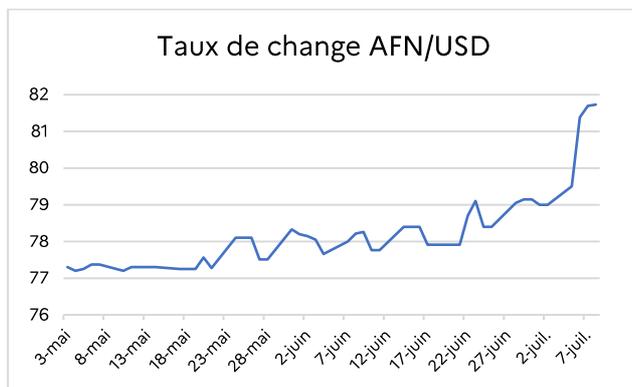
Pakistan : Record historique des exportations en 2020/21. Objectif de production de 300 000 véhicules / an. 120 M USD levés par les startups au S2 2020/21. Émission d'euro-bonds d'une valeur de 1 Md USD. Les bénéficiaires du secteur bancaire ont augmenté de 42,9 % sur l'année calendaire 2020

Sri Lanka : Maintien des taux directeurs de la Banque centrale (CBSL). Nomination de Basil Rajapaksa au poste de ministre des Finances. Extension des restrictions sur les sorties de devises pour les résidents. Financement des Etats-Unis de 75 M USD à la banque NDB.

Afghanistan

Dépréciation de l'afghani et hausse des prix alimentaires

En 24h, la valeur de l'afghani a chuté de 2,4 % par rapport au dollar américain, de 79,5 AFN/USD le 5 juillet à 81,5 le lendemain. Or, avant le début du retrait des forces américaines, début mai, le taux de change était de 77 AFN/USD. La reprise de certains districts par les Talibans et l'insécurité croissante exercent un impact direct sur la monnaie afghane, mais aussi indirecte sur l'inflation. Pour rappel, les importations afghanes ont atteint 6,5 Mds USD en 2020 et le déficit commercial représente 28,6 % du PIB, ainsi l'inflation importée va toucher de nombreux produits de première nécessité importés dans le pays. Autre sujet d'inquiétude, les attaques ont provoqué la fermeture de certains postes frontières et empêcheraient la collecte des droits de douanes.



Bangladesh

Un objectif d'exportations de biens de 43 Mds USD pour l'exercice 2021/22

Les exportations du pays rattrapent progressivement leur retard. Selon la Banque centrale, elles ont progressé de 14 % sur les 11 premiers mois de l'exercice en cours pour s'élever à 34,4 Mds USD (dont 11,2 % pour le RMG

(*readymade garment*), soit 28,6 Mds USD), et les importations de 17 % en valeur (54,2 Mds USD). L'exercice budgétaire, clos le 30 juin dernier, devrait se solder par un montant d'export de l'ordre de 38,4 Mds USD. Le gouvernement s'était fixé l'an dernier un objectif très ambitieux de 41 Mds USD, contre un résultat de 33,4 Mds USD en 2019/20, en recul de 17 % sur l'exercice précédent. La cible d'exportations de biens pour l'exercice 2021/22 s'élève à 43 Mds USD, en progression de 11 %, et celle des services de 6,6 Mds USD (+14 %), pour des recettes globales situées autour de 51 Mds USD.

Prêt de 300 M USD de la Banque mondiale pour soutenir les populations rurales

Le gouvernement a signé avec la Banque mondiale, le 29 juin dernier, un accord de prêt de 300 M USD pour accompagner les populations rurales défavorisées. Ce prêt bonifié de l'AID court sur une durée de 30 ans, dont 5 ans de grâce. Complété d'un apport de 41 M USD du gouvernement, cette enveloppe sera décaissée à partir du 1er juillet 2021. D'une durée de 5 ans, ce nouveau programme ("*Resilience, Entrepreneurship and Livelihood Improvement (RELI) Project*") va accompagner des organisations villageoises et concerne près de 5 M de bénéficiaires défavorisés (dont 90 % de femmes) sur plusieurs thématiques : formation professionnelle pour les jeunes et les migrants de retour, production et commercialisation agricole, résistance au changement climatique (construction de plus de 5000 abris), promotion de l'entrepreneuriat féminin, etc. L'opérateur du programme RELI est la fondation publique *Social Development Foundation*. Fondée en 2000 et placée sous la tutelle du ministère des Finances, la SDF est déjà intervenue auprès des populations démunies (près de 6 M de bénéficiaires) à travers plusieurs programmes soutenus par la Banque (SIPP phase 3 doté de 115 M USD, *The Notun Jibon Livelihood Improvement Project* NJLIP doté de 220 M USD).

Bhoutan

Lancement du *Dashboard to Enhance Wellbeing of All (DEWA)*

Le DEWA est une plateforme de surveillance et de suivi du Bonheur National Brut (*Gross National Happiness*), mais aussi des Objectifs du Développement Durable ainsi que des plans quinquennaux, inaugurée le 5 juillet par le Premier ministre. Le DEWA a été développé par la *Gross National Happiness Commission (GNHC)*, en collaboration avec le Bureau des Statistiques Nationales et soutenu par le Programme des Nations Unies pour le Développement. Cette plateforme devra répondre à la demande de davantage de données disponibles et récentes pour aider à la prise de décision. Son site est accessible [ici](#).

Inde

Indicateurs macro-économiques

Révision à la baisse des prévisions de croissance pour 2021/22 à 10 % par *Fitch Ratings*

Fitch Ratings a révisé à la baisse les projections de croissance du PIB réel pour l'exercice 2021/22 à 10 % contre 12,8 % initialement, en raison de l'impact de la deuxième vague de Covid-19. Alors qu'une vaccination rapide pourrait favoriser un regain durable de la confiance des entreprises et des consommateurs, l'agence de notation a toutefois mis en garde contre le risque lié à de nouvelles vagues de contaminations qui pourraient perturber la reprise économique.

Forte augmentation des exportations et des importations de marchandises en juin

Les exportations de marchandises ont augmenté de 47,4 % en g.a. (et de 67,7 % en g.m.) pour atteindre 32,5 Mds USD en juin 2021 après une baisse de 12 % en g.a. le mois précédent. Les exportations pétrolières ont augmenté de 105,7 % en g.a. pour atteindre 32,5 Mds USD

tandis que les exportations non-pétrolières ont augmenté de 41,8 % pour atteindre 28,5 Mds USD au cours de la période sous-revue. Les importations de marchandises ont été portées à 41,9 Mds USD, soit une augmentation 96,3 % en g.a. (+68,6 % en g.m.). Les importations pétrolières ont augmenté de 115,1 % en g.a. à 32,5 Mds USD, tandis que les importations non-pétrolières ont augmenté dans le même temps de 90,7 %, à 31,2 Mds USD. Le déficit commercial atteint 9,4 Mds USD en juin, soit le deuxième déficit le plus bas depuis octobre 2020.

Contraction de l'activité des services pour le deuxième mois consécutif

L'indice PMI services est tombé à 41,2 en juin après 46,4 en mai. Il s'agit du deuxième mois consécutif de contraction de l'activité des services (un indice inférieur à 50 dénote une contraction). En juin, la production s'est contractée au rythme le plus rapide depuis juillet 2020, en raison de l'émergence de la pandémie et de la réintroduction des mesures de confinement qui ont restreint la demande. La demande internationale de services indiens s'est encore détériorée, avec une diminution des nouvelles commandes à l'exportation pour le seizième mois consécutif. La baisse de la demande a incité les prestataires de services à réduire à nouveau l'emploi. Les fournisseurs de services assistent, impuissants, à l'augmentation des prix des intrants sous la forme de coûts de transport et de matériel plus élevés.

Finances publiques

Collecte de la GST inférieure à 1000 Mds INR en juin, pour la première fois en 9 mois

D'après les chiffres publiés par le ministère des Finances, près de 928,5 Mds INR (12,4 Mds USD) ont été collectés en juin au titre de la GST, ce qui met un terme à la série de huit mois consécutifs supérieurs à l'objectif mensuel de 1000 Mds INR. Ce résultat peut s'expliquer par les mesures contraignantes mises en place au niveau des Etats fédérés pour faire face à la deuxième vague de contaminations.

Le département des entreprises publiques placé sous la tutelle du ministère des Finances

A l'occasion du remaniement ministériel, le département des entreprises publiques (DPE) a été transféré et fait désormais partie du ministère des Finances. Cette mesure est perçue comme visant à accélérer le processus de privatisation et à exercer un plus grand contrôle financier sur les entreprises publiques. Pendant des années, le DPE a fait partie du ministère des industries lourdes, avec un service distinct dédié aux entreprises publiques. Le secrétariat du Cabinet a modifié la répartition des règles de fonctionnement et a placé le DPE sous le contrôle direct de la ministre des Finances. Cette dernière a également sous sa responsabilité le département de l'investissement et de la gestion des actifs publics (Dipam). Le département supervisera le fonctionnement de 36 entreprises publiques (à l'exception de celles liées à l'ingénierie lourde et l'automobile). Le changement intervient à un moment où le programme de privatisation du Centre, qui doit en théorie rapporter 1800 Mds INR lors de l'exercice 2021/22, avance plus lentement que prévu en raison de la deuxième vague de Covid.

Secteur bancaire

Les actifs non-performants du secteur bancaire pourraient atteindre 9,8 % d'ici mars 2022

Selon le rapport semestriel de stabilité financière publié par la Banque centrale, les actifs non-performants bruts du secteur bancaire pourraient être portés de 7,5 % en mars 2021 à 9,8 % d'ici mars 2022 dans un scénario de base (hypothèses de croissance à 9,5 %, du déficit public à -11,9 % et d'inflation à 5,1 %) et jusqu'à 11,2 % dans un scénario de crise sévère (hypothèses de croissance de 0,9 %, de déficit public de -14,4 % et d'inflation de 9,4 %). Cette augmentation s'explique par la réintégration de certains actifs non performants à la fin du moratoire, le 31 mars dernier.

Dans le détail, les banques publiques verraient leurs taux de créances douteuses portés de 9,5 % en mars 2021 à 12,5 % dans le scénario de base et 14 % dans le scénario de crise sévère. Pour les

banques privées et les banques étrangères, ils passeraient de respectivement 4,8 et 2,4 % en mars 2021 à 5,8 et 4,9 % en mars 2022 sous le scénario de base (6 et 5,4 % pour le scénario de crise sévère).

De même, le ratio d'adéquation des fonds propres pour l'ensemble du secteur serait ramené de 15,8 %, en mars 2021, à 15,5 % sous le scénario de base et 13,3 % en cas de crise sévère, cas où les 46 banques seraient tout de même en mesure de maintenir le CRAR au-dessus du seuil minimum de 9 %.

Autres informations

Baisse de la demande de travail sous le programme MGNREGA de 21,5 % en juin

Près de 35,1 M de ménages ont cherché du travail dans le cadre du *Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act* (MGNREGA) en juin, soit une baisse voisine de 21,5 % en g.a. Les responsables du programme s'attendent à une baisse de 15 à 20 % de la demande par rapport à l'ensemble de l'année, en raison du retour des travailleurs migrants sur leur lieu de travail d'origine et la levée progressive par les Etats de leurs restrictions.

Maldives

Signature d'un accord avec la France pour l'extension de l'ISSD

La France et les Maldives ont signé le 30 juin un accord bilatéral qui rééchelonne sur 6 ans (dont un an de grâce) les échéances dues du 1er janvier au 30 juin 2021 en application de la prorogation de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD). Celle-ci avait précédemment été accordée pour la période 1^{er} mai – 31 décembre 2020. L'ISSD permet aux pays éligibles de disposer d'un moratoire sur le remboursement de leur dette publique bilatérale due aux créanciers officiels bilatéraux.

Don de 25,1 M USD du Fonds vert pour le climat dans le domaine de la protection des côtes

Le conseil d'administration du Fonds vert pour le climat a approuvé le 1^{er} juillet un don de 25,1 M USD. Le coût total du projet est de 66 M USD, le solde est financé par l'Agence japonaise de coopération (JICA), à hauteur de 35,4 M USD et le gouvernement maldivien pour 5,5 M USD. Ce projet porte sur la préservation et la gestion des zones côtière de différentes îles de l'Archipel. Ce dernier est particulièrement vulnérable au changement climatique, notamment pour ce qui concerne la hausse du niveau de la mer.

Népal

La cible de recettes fiscales atteinte à 83 % début juillet

Seuls 373,3 Mds NPR sur un total budgété de 450 Mds NPR (3,8 Mds USD) ont été collectés à dix jours de la clôture de l'exercice 2020/21. La décision du 18 mai de la Cour Suprême d'exonérer, lors du confinement, les Népalais du paiement de la TVA et d'autres taxes (droits d'accises, taxe sur les télécommunications etc.) a certes eu un impact sur la collecte fiscale, mais celui-ci ne suffit pas à expliquer cet écart puisque la Cour est revenue sur sa position le 15 juin. Pour rappel, le confinement de 2020 a mis à l'arrêt près de 75 % des PME, avec un effet direct sur le montant des recettes fiscales.

Hausse de la demande annuelle de médicaments de 7 % d'ici 2024

Selon le dernier rapport du Département de l'Industrie, *Pharmaceutical and Medicine Manufacturing Industries in Nepal*, la demande de médicaments au Népal devrait atteindre 71,7t par an d'ici les cinq prochaines années, contre 53,7t actuellement (+7 %). Le marché du médicament représente 53 Mds NPR (442 M USD) et plus de la moitié des médicaments est importée (53,4 %), en majorité d'Inde (52 %). Pour son industrie pharmaceutique, le Népal importe 70 % des matières premières d'Inde et 30% de Chine. Confrontés à la pandémie, la plupart des laboratoires sont à l'arrêt en raison de la

réduction des exportations chinoises et indiennes et de la hausse des prix. L'investissement total dans les entreprises pharmaceutiques népalaises atteint 35 Mds NPR et génère 20 000 emplois.

Les femmes entrepreneures exclues des aides gouvernementales face au Covid-19

Le manque d'information, d'accès au marché et d'éducation financière, ainsi que des obstacles procéduriers, empêchent une grande partie des entrepreneures népalaises d'accéder aux aides gouvernementales auxquelles elles ont droit, selon l'étude de la *Federation of Women Entrepreneurs' Associations of Nepal* (FWEAN) avec le soutien de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Si le gouvernement a bien mis en place un programme de soutien de 1,2 M NPR pour les femmes, les personnes âgées et les enfants et annoncé des mesures de refinancement et de paiements des prêts des entreprises confrontées à la pandémie, seules 62 % des entrepreneures connaissent ces aides. De plus, seules 36 % ont accès à des ressources financières institutionnelles, contre une moyenne nationale de 61 %.

Pakistan

Record historique des exportations en 2020/21

Selon les données de la Banque centrale, les exportations pakistanaises se sont portées à 25,3 Mds pour l'exercice budgétaire 2020/21 (juil.-juin), soit une hausse de 18,1 % par rapport à 2019/20. Les importations connaissent quant à elles une hausse de 26,5 % et atteignent 56,3 Mds USD. De 23,2 Mds USD au terme de l'exercice budgétaire 2019/20, le déficit de la balance des paiements se creuse par conséquent de 34,1 %, pour atteindre -31,1 Mds USD au 30 juin 2021.

Objectif de production de 300 000 véhicules / an

Le ministre de l'Industrie et de la Production confirme l'objectif du gouvernement de porter la production automobile pakistanaise à 300 000 unités par an à compter de l'exercice budgétaire

prochain. Le nombre de véhicules de type motocyclettes devrait quant à lui atteindre 3 M. Afin de parvenir à ce volume, le ministre s'est dit enclin à multiplier les mesures d'allègement fiscal, dont certaines sont déjà prévues dans le budget voté pour l'exercice à venir. Cette annonce jette les bases d'une nouvelle politique industrielle dans le secteur automobile, qui devrait être dévoilée au cours du mois de juillet.

Pour rappel, selon les données mensuelles publiées par la PAMA (*Pakistan Automotive Manufacturers Association*), 133 640 véhicules automobiles ont été produits sur les onze mois de l'exercice budgétaire 2020/21 (juil.-juin), soit une hausse de 49,8 % en g.a. Dans le projet de loi de Finances voté pour l'exercice 2021/22, le gouvernement fédéral a annoncé une réduction de 2,5 % de la taxe d'accise fédérale sur tous les véhicules de moins de 3 000 cm³, et la suppression de cette dernière sur les véhicules de moins de 1 000 cm³. La taxe générale sur les ventes a également été réduite de 17 à 12,5 % pour les véhicules de moins de 1 000 cm³.

120 M USD levés par les startups au S2 2020/21

À travers la signature de 35 contrats d'investissements, l'écosystème des startups pakistanaïses est parvenu à lever 120 M USD entre janvier et juin 2021, soit une hausse de 182,4 % en comparaison des 42,5 M USD levés lors du premier semestre de l'exercice budgétaire 2020/21 (juil.-juin). Au contraire des années précédentes où prédominait le secteur des transports, c'est le secteur du *e-commerce* qui s'est imposé cette année comme le plus porteur, avec 11 contrats d'investissements signés par ses startups, pour un total de 42 M USD. Au cours du semestre précédent, seuls 11,2 M USD avaient été levés par les startups du secteur. Sur la période considérée, le secteur du *e-commerce* est suivi par celui des *fintech*, qui a réuni 32 M USD.

Émission d'euro-bonds d'une valeur de 1 Md USD

En raison des besoins de financement du pays, les autorités pakistanaïses ont approuvé l'émission d'une obligation supplémentaire aux 2,5 Mds USD d'Eurobonds émis en mars, qui avaient été sursouscrits à hauteur de 5,3 Mds

USD. D'une valeur d'1 Md USD, l'émission de cette obligation s'est faite via *tap issue* et est divisée en trois tranches: 300 M USD à maturité cinq ans au taux de 5,875 %, 400 M USD à maturité dix ans au taux de 7,125 % et 300 M USD à maturité de 30 ans au taux de 8,450 %.

Les bénéficiaires du secteur bancaire ont augmenté de 42,9 % sur l'année calendaire 2020

Selon la Banque centrale (*Financial Stability Review CY20*), la réduction du taux directeur entre mars et juin 2020 s'est traduite par une baisse des coûts de financement des dépôts en raison de la réévaluation des dépôts d'épargne, dont résulte l'augmentation des bénéficiaires du secteur. Ce mouvement s'explique aussi par une hausse des revenus d'intérêts, rendue possible par l'accroissement du volume des investissements en titres publics. Signe de la vigueur d'un secteur en essor, le rapport indique que, sur la période considérée, les actifs du secteur bancaire ont augmenté de 14,2 %, tandis que ceux des institutions bancaïses islamiques ont connu une croissance de 30 %.

Sri Lanka

Maintien des taux directeurs de la Banque centrale (CBSL)

La CBSL a décidé, le 7 juillet, de ne pas modifier le niveau de ses deux taux directeurs, le taux de facilité de dépôt (SDFR) et le taux de facilité de prêt (SLFR). Ceux-ci demeurent donc à 4,5 % (SDFR) et 5,5 % (SLFR). Le ratio de réserves réglementaires (*Statutory Reserve Ratio – SRR*) reste également inchangé, à 2 %. La CBSL a révisé à la baisse les prévisions de croissance du PIB à +5 %, contre +6 % précédemment, notamment à cause de l'impact de la 3^{ème} vague de la pandémie. La roupie sri lankaise (LKR) s'est dépréciée à hauteur de 6,7 % par rapport à l'USD depuis le début de l'année. Les réserves de change s'élevaient à 4 Mds USD à la fin juin 2021, soit 2,7 mois d'importation (hors accord de swap de 10 Mds CNY avec la PBoC).

Nomination de Basil Rajapaksa au poste de ministre des Finances

Basil Rajapaksa, frère de l'actuel Président Gotabaya et du Premier ministre Mahinda, a été nommé le 8 juillet au poste de ministre des Finances. Ce portefeuille était précédemment détenu par le Premier ministre Mahinda Rajapaksa. Ce dernier obtient cependant un nouveau portefeuille: « Politiques économiques et mise en œuvre du Plan ».

Extension des restrictions sur les sorties de devises pour les résidents

Le ministère des Finances a prolongé pour 6 mois les mesures de restrictions imposées sur les sorties de devises à partir de Sri Lanka. Les autorités souhaitent ainsi protéger les réserves locales en devises étrangères. Alors que les recettes issues du tourisme sont très faibles, les transferts des expatriés vers Sri Lanka restent dynamiques, et se sont élevées à 2,8 Mds USD sur les cinq premiers mois de l'année 2021, soit une hausse de 18,2 % en g.a.

Dans le détail, les résidents sri lankais ne peuvent pas effectuer d'investissements à l'étranger depuis leur *Outward Investment Account*, à l'exception: (i) des investissements financés par un prêt en devise souscrit auprès d'une personne résidant hors de Sri Lanka; (ii) de ceux répondant à une obligation légale d'un pays étranger; (iii) des cas de transferts de fonds de roulement des entreprises locales à leurs filiales et bureaux déjà établis à l'étranger pour un montant maximal de 15 000 USD; ou encore (iv) de certaines dépenses spécifiques effectuées par des sociétés résidentes éligibles pour un plafond de 30 000 USD.

Les transferts financiers vers l'étranger effectués depuis un *Business Foreign Currency Account* (BFCA) ou un *Personal Foreign Currency Account* (PFCA) détenu par une personne résidant à Sri Lanka sont également suspendus, sauf dans le cas de transactions d'un montant maximal de 20 000 USD.

Les montants de transferts financiers à destination de la diaspora sri lankaise, via les *Capital Transactions Rupee Accounts*, sont également limités (maximum de 10 000 USD, plafond augmenté à 30 000 USD en cas de première autorisation d'émigration). Les Sri Lankais déjà détenteurs d'un visa de résidence temporaire à l'étranger peuvent envoyer jusqu'à 20 000 USD. Les résidents à Sri Lanka qui souhaitent quitter le pays à partir d'un visa temporaire sont, quant à eux, limités à un plafond à 10 000 USD.

Pour plus d'information, la gazette en question est accessible [ici](#).

Financement des Etats-Unis de 75 M USD à la banque NDB

L'*US International Development Finance Corporation* (DFC), institution financière du gouvernement fédéral américain, a annoncé un prêt de 75 M USD à la banque locale NDB. Cette ligne de crédit vise à permettre à la NDB d'accroître ses financements aux PME. Une partie du prêt devra bénéficier aux PME détenues ou gérées par des femmes ou encore celles dont les produits et services bénéficient à ces dernières.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	C	B
Maldives	B3	Négative	-	-	CCC	-	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s'abonner :

patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo :

© DG Trésor